

Exil mondial : l'inquiétant déficit du Haut-Commissariat pour les réfugiés

Par Jean-Baptiste François, le 20/6/2023 à 06h30

Alors que le nombre de réfugiés a atteint un nouveau record en 2022, l'agence onusienne affronte une des pires situations financières de son histoire dans un contexte de restriction des accueils nationaux. L'alarme est sonnée, à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, ce mardi 20 juin.



La pénurie de fonds s'ajoute à la situation extrêmement critique. Le 14 juin dernier, en amont de la Journée mondiale des réfugiés, le patron du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Filippo Grandi, a reconnu que son institution « *n'était pas dans une bonne situation financière, cette année* ». L'organisation présente un déficit abyssal de près de 700 millions d'euros, ce qui l'empêche de remplir sa mission de protection. Parallèlement, ses besoins théoriques ont, pour la première fois, explosé au-dessus de la barre des 10 milliards de dollars (9 milliards d'euros) avec un nouveau record de 110 millions de personnes en exil.

Moins d'argent, plus de coûts

Les répercussions économiques de la guerre en Ukraine, l'inflation, la hausse des prix de l'énergie ont fait des ravages dans les collectes de dons, alors que la pandémie de Covid-19 avait déjà rendu l'aide aux réfugiés plus difficile. Le HCR tire l'alarme pour une douzaine de pays où les besoins sont criants : le Bangladesh, le Tchad, la Colombie, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Soudan, le Soudan du Sud, l'Ouganda et le Yémen. « *Rien que dans ces pays, le HCR dispose en 2022 de*

612 millions de dollars (1) de moins en financement qu'il n'en a dépensé en 2021 », indiquait un **rapport dédié à ce problème de déficit**, en septembre dernier. Un déficit aux lourdes conséquences : au Liban, en Jordanie et au Yémen, où 1,7 million de personnes sont accompagnées par le HCR, l'agence devrait fournir 180 millions de dollars de moins d'aides en espèces (2).

Le Comité international de la Croix-Rouge, une institution en crise financière et morale

En 2022, la planète comptait 35,3 millions réfugiés et 62,5 millions déplacés. Toutes ces personnes se heurtent à « *un environnement plus hostile, en particulier en ce qui concerne les réfugiés, presque partout* », s'inquiète Filippo Grandi. Les trois quarts des réfugiés ou déplacés fuient dans des pays qui n'ont pas ou peu de moyens pour les accueillir. Au Soudan, où les combats qui font rage expliquent la hausse de réfugiés en 2023, le HCR ne dispose que de 16 % de l'argent dont il estime avoir besoin. Et dans les pays voisins qui assurent l'accueil des exilés, les besoins ne sont couverts qu'à 13 %.

Repli occidental

Du côté des pays riches, les portes de l'accueil se referment largement. Aux États-Unis, l'administration Biden a mis en place, vendredi 12 mai, de nouvelles restrictions au droit d'asile, après l'expiration du « Title 42 » qui permettait d'expulser sans délai les migrants pendant la pandémie. L'Europe suit la même tendance. « *Les demandeurs d'asile ne devraient pas être mis en prison. Demander l'asile n'est pas un crime* », a rappelé Filippo Grandi qui pointe du doigt la tentation danoise ou britannique de sous-traiter les requêtes au Rwanda.

À l'échelle de l'Union européenne, le futur « Pacte sur la migration et l'asile » vient de faire l'objet d'un accord à Vingt-Sept. Il propose certes une clé de répartition des personnes en recherche d'une protection internationale, tout en prévoyant dans le même temps un traitement accéléré des demandes aux frontières extérieures de l'UE, de manière à reconduire plus vite les personnes réputées peu éligibles à l'asile.

Changement culturel

Les pays scandinaves, anciens champions de la réinstallation de réfugiés, ont eux aussi durci leur politique depuis l'arrivée au pouvoir de conservateurs alliés à des nationalistes anti-migrants. S'inspirant de la Suède, le tout nouveau gouvernement finlandais de Petteri Orpo a ainsi prévu de réduire de moitié (de 1 050 à 500) le nombre de protections internationales accordées chaque année. Terminé l'asile permanent. Les titres seront renouvelés tous les ans ou tous les trois ans en fonction de l'évolution de la situation dans les pays d'origine.

L'Allemagne compte son premier maire d'origine syrienne

Les représentants de la solidarité internationale se font plus rares. Les pays qui accueillent actuellement le plus de réfugiés sont la Turquie (3,6 millions), l'Iran (3,4 millions), la Colombie (2,5 millions), l'Allemagne (2,1 millions) et le Pakistan (1,7 million).

Jean-Baptiste François

(1) 560 millions d'euros.

(2) 165 millions d'euros.